

Vers une OPEP du cacao ?

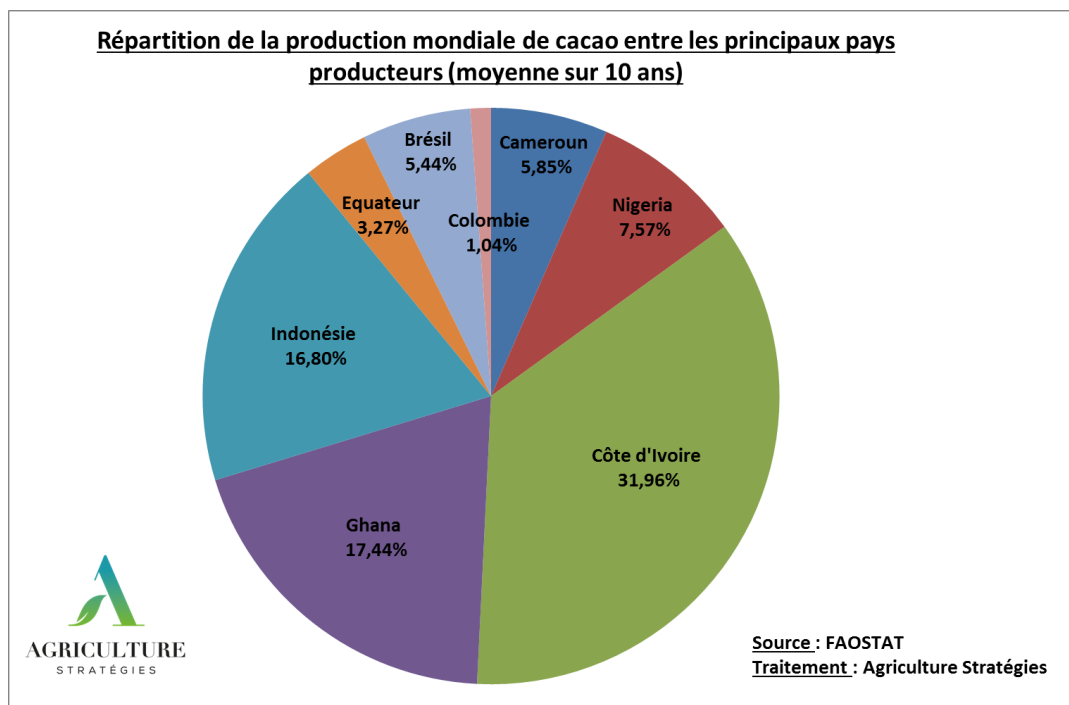
Pour faire face à l'effondrement des cours et à un partage de la valeur jugée inéquitable, la création d'une OPEP du cacao entre les principaux pays producteurs est plus que jamais d'actualité. Fruit du volontarisme des gouvernements africains directement concernés, cette possibilité figure dans la déclaration de la dernière conférence de l'Organisation International du Cacao (ICCO) et un récent rapport de la Banque Mondiale prône même le rapprochement des régulateurs publics ivoirien et ghanéen. Sans attendre cette issue, la Côte d'Ivoire qui représente près du tiers de la production mondiale semble avoir déjà pris les devants en faisant de la lutte contre un pathogène du cacaoyer un moyen de rééquilibrer l'offre et donc les rapports de force entre amont et aval.

Une production très concentrée

Depuis l'arrêt des accords internationaux sur le cacao, au milieu des années 1980, qui définissaient notamment des quotas à l'exportation, les fèves s'échangent au niveau international dans un cadre entièrement libéralisé. Il en a résulté une période de prix très bas tout au long de la décennie 1990, qui a eu pour conséquence, outre les injonctions de certaines organisations internationales, d'avoir mis à mal, les organes de régulation nationaux – caisses de stabilisation et autres boards – également minés par des problèmes de gouvernance et de corruption. **Après avoir connu une période relativement favorable entre 2008 et 2015, comme l'ensemble des matières premières, les filières de production subissent depuis un effondrement des prix de la fève de cacao** préjudiciable pour les économies des pays concernés.

En dépit de la relance des organes de régulation nationaux, tel le « Conseil de régulation, de stabilisation et de développement de la filière café-cacao » ou Conseil Café-Cacao, en Côte d'Ivoire en 2011¹, qui a notamment permis d'accroître la première transformation sur le sol africain, d'autres pistes sont mises en avant pour sortir les producteurs de la crise et permettre un meilleur partage de la valeur ajoutée. La principale d'entre elle repose sur le constat de l'importante concentration de la production : **les 4 premiers producteurs africains, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun et le Nigéria regroupent plus de 60% de la production.**

¹ <http://www.rfi.fr/afrique/20111103-cote-ivoire-revient-organe-public-regulation-filiere-cacao>



Vers une coordination des principaux pays producteurs ...

Suite à la multiplication des concertations observées entre les instances ivoiriennes et ghanéennes, et relayées dans la presse africaine², l'idée de la mise en place d'une OPEP du cacao est revenue sur le devant de la scène en 2017. Les appels du pied pour une meilleure régulation de la filière ne proviennent pas que des deux plus grands producteurs. Lors de sa dernière conférence à Berlin en avril 2018, **l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO en anglais) en a appelé, dans sa déclaration officielle, à une plus grande collaboration au niveau local, national et mondial et créer un OPEP du Cacao est explicité**³.

La Banque Mondiale, dans son dernier rapport sur le Ghana⁴, insiste également sur la nécessité de trouver des solutions pour la filière cacaoyère. Elle explique ainsi qu'« il y a lieu de renforcer la coopération entre le Ghana et la Côte d'Ivoire, les deux principaux producteurs de cacao du monde », et que « la coopération des deux économies cacaoyères, [...] permettrait d'obtenir plus de pouvoir de marché dans les négociations internationales. » Il convient également de citer les économistes hollandais Niek Koning et Roel Jongeneel qui, dès 2008, mettaient en avant le contrôle de l'offre de cacao comme une des composantes incontournables pour renforcer la politique agricole ouest-africaine (ECOWAP) et utiliser l'agriculture pour permettre le décollage économique de la région⁵.

² <http://www.jeuneafrique.com/mag/455391/economie/cote-divoire-ghana-bientot-opep-cacao%e2%80%89/>

³ <https://www.icco.org/about-us/icco-news/387-berlin-declaration-of-the-fourth-world-cocoa-conference.html>

⁴ <http://documents.worldbank.org/curated/en/113921519661644757/pdf/123707-REVISED-Ghana-Economic-Update-3-13-18-web.pdf>

⁵ Voir Niek Koning, Roel Jongeneel « LA CEDEAO PEUT-ELLE CRÉER UN OPEP DU CACAO DURABLE ? », Revue Tiers Monde 2008/3 (n° 195), p. 661-681.

... pour répondre aux déséquilibres des pouvoirs de marché

Une meilleure coordination dans la régulation de la production de cacao apparaît d'autant plus nécessaire que des formes de trafics et de contrebandes transfrontalières sont observées⁶. De plus, le partage de la valeur pose question tant la part qui revient aux premiers maillons de la chaîne sont faibles. Lors du Salon de l'Agriculture 2018 à Paris, le Ministre ivoirien de l'agriculture Mamadou Sangafowa Coulibaly a exposé le déséquilibre actuel, en expliquant que **seuls 6% des revenus générés par la filière cacao reviennent aux pays producteurs, et seulement 2% arrivent finalement aux paysans**⁷. De l'autre côté de la filière, les transformateurs et les distributeurs se partagent plus de 85% des revenus de la filière⁸.

Cette filière est extrêmement déséquilibrée car la production mondiale se répartit entre plus de 5 millions d'exploitations⁹, qui cultivent en moyenne moins de 10 hectares, tandis que les secteurs d'aval sont très concentrés. En effet, la CNUCED estimait en 2016 que 50 à 60% des échanges de fèves sont contrôlés par trois grandes entreprises (ADM, Cargill et Barry-Caillebault)¹⁰, tandis que pour la transformation, 6 entreprises : Barry-Callebaut, Cargill, Olam, Ecom, Touton et Blommer, représenteraient à elles seules 90% de la transformation cacaoyère¹¹ mondiale.

Par ailleurs on peut noter que ces entreprises de transformation du cacao sont essentiellement européennes ou américaines, ce qui implique qu'une très faible partie des revenus ruisselle vers les pays producteurs, et ce d'autant que **la transformation dans les pays producteurs reste faible dans la mesure où l'exportation est facilitée par des droits de douanes nuls sur les fèves de cacao dans l'Union européenne, alors qu'ils sont de 7,7% et 15%¹² après respectivement une première et une deuxième transformation.**

La lutte contre le pathogène Swollen Shoot : l'occasion de faire d'une pierre trois coups

Une maladie virale du cacaoyer, appelée Swollen Shoot, identifiée dès les années 1930, est réapparue dans la région en 2004. Le seul moyen de lutte contre cette maladie est l'arrachage complet de l'arbre, et son remplacement par des souches de cacaoyers résistantes (issues des souches nommées Upper Amazon).

Pour endiguer la propagation de la maladie **le gouvernement ivoirien a annoncé en janvier 2017 la destruction et la replantation de 300.000 ha de cacaoyers sur 3ans**. Cela représente près de 10% des surfaces de cacaoyers ivoiriens¹³. **Ce programme de replantation permet donc de faire d'une pierre trois coups**. Il permet de lutter contre la maladie en arrachant les variétés vulnérables et en plantant des souches résistantes. Il favorisera le renouvellement des plantations vieillissantes, les faibles prix engrangés jusqu'au milieu des années 2000 ayant entraîné un sous-investissement. Et

⁶ <http://documents.worldbank.org/curated/en/113921519661644757/pdf/123707-REVISED-Ghana-Economic-Update-3-13-18-web.pdf>

⁷ <https://www.financialafrik.com/2018/03/02/cacao-les-pays-producteurs-ne-percoivent-que-6-des-revenus-du-marche-mondial/>

⁸ <https://makechocolatefair.org/issues/cocoa-prices-and-income-farmers-0>

⁹ https://lebasic.com/wp-content/uploads/2016/06/Etude-Cacao-PFCE_Version-finale-FR_Mai-2016.pdf

¹⁰ http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/suc2015d4_en.pdf

¹¹ <http://www.epochtimes.fr/enjeux-commerce-cacao-aujourd'hui-73155.html>

¹² <http://www.osiwa.org/wp-content/uploads/2015/06/Les-efforts-de-la-CEDEAO-en-mati%C3%A8re-de-politiques-agricoles-et-industrielles-et-leurs-limites.pdf>

¹³ FAOSTAT

enfin, il permet de diminuer la production à moyen terme pour diminuer l'offre sur les marchés internationaux.

En définitive, **la remontée soudaine des prix du cacao à la bourse de New York constatée depuis le début février 2018 (+40%) n'est sans doute pas étrangère à la multiplication des actions entreprises par les acteurs de la production** pour trouver une sortie de crise. La formation des prix des matières premières reste surtout une question de psychologie et d'anticipation des acteurs. Au travers de leurs actions pour le cacao, **la Côte d'Ivoire et le Ghana semblent en tous cas se donner les moyens, via le principal outil des producteurs, la maîtrise de l'offre, de mettre l'agriculture au cœur de leur stratégie de développement. Il y aurait là des enseignements à tirer pour l'agriculture européenne.**

Frédéric Courleux

Christopher Gaudoin

Le 30 Avril 2018

